



> MÉDIA

La dimension symbolique des mouvements sociaux participe à part entière à l'existence des luttes sociales. Créer l'événement, travailler à sa mise en scène, produire une représentation la plus autonome possible de ses propres intérêts et de son identité est essentiel pour les agents de la critique sociale. L'on sait que celui qui sélectionne et présente l'information détermine en majeure partie l'horizon événementiel au sein duquel elle fait sens et s'ouvre à la compréhension. La maîtrise des supports d'information et des accès à l'opinion publique se présente donc comme l'une des gageures essentielles de l'action collective. Sans image publique, les mouvements sociaux ne peuvent en effet guère prétendre à l'efficacité. Comme le rappelle Patrick Champagne, « les malaises sociaux n'ont une existence visible que lorsque les médias en parlent ». Et d'ajouter : « Les malaises ne sont pas tous également "médiatiques" et ceux qui le sont, subissent inévitablement un certain nombre de déformations dès qu'ils sont traités par les médias car, loin de se borner à les enregistrer, le champ journalistique leur fait subir un véritable travail de construction qui dépend très largement des intérêts propres à ce secteur d'activité » (Champagne, 1993, p. 61).

L'ACCES DES MOUVEMENTS SOCIAUX A L'OPINION PUBLIQUE

Les conditions d'accès des mouvements sociaux à l'espace public restent encore largement soumises au traitement de la conflictualité sociale par les médias dominants (Gamson, 1992). Dire le sens en lieu et place des intermédiaires convenus (les journalistes), produire ses propres cadres d'interprétation et construire des scènes d'apparition publique alternatives est un idéal qui parfois ne peut être atteint (par manque de ressources, de compétences, etc.). Réduire sa dépendance à l'égard des grands vecteurs de communication et stabiliser son autonomie médiatique n'est pas toujours possible. Et même si les médias dominants présentent le plus souvent les acteurs de la critique sociale sous un jour qui ne correspond pas franchement à l'image que ces derniers entendent se donner, ils restent un point de passage obligé pour atteindre l'opinion publique et s'assurer une représentation sociale élargie. La construction et la structuration des luttes sociales ne peuvent donc généralement éviter de mobiliser le relais des médias dominants. Ils sont en effet les plus à même d'assurer l'ouverture à la communauté plus globale des citoyens (mobilisation du consensus), de contribuer à l'élargissement de l'action et de permettre l'éventuelle imposition d'un sens partagé. D'ailleurs, la plupart des mouvements sociaux ne considèrent pas la nécessité de prendre en charge leur propre représentation comme devant être synonyme d'une défiance totale vis-à-vis des médias dominants. Le mouvement d'évitement des intermédiaires spécialisés n'est généralement pas appréhendé dans une logique de substitution mais plutôt dans une perspective d'articulation pouvant servir les processus de mise en visibilité et de montée en généralité.

L'UTILISATION STRATEGIQUE DES MEDIAS

PAR LES MOUVEMENTS SOCIAUX

L'investissement de la scène politico-médiatique par les mouvements sociaux reste donc l'un des principaux moyens pour inscrire la critique sociale dans le débat public et « doter la protestation d'un langage », ce qui signifie « transformer le malaise vécu en injustice, en scandale, le légitimer au regard d'un système de normes et de valeurs. [...] Donner un langage, c'est aussi désigner des responsables, formuler des revendications en forme de solutions » (Neveu, 1996, p. 89). Les militants connaissent de mieux en mieux les logiques et les pratiques inhérentes à la médiasphère, clause nécessaire à la négociation de leur présence dans les pages, sur les écrans et sur les ondes. L'accès aux faveurs de l'opinion publique et l'assurance d'une visibilité maximum nécessitent ainsi un ticket d'entrée qui passe par des stratégies d'intéressement si ce n'est même par une collaboration explicite avec les médias dominants. L'enrôlement des professionnels de l'information s'effectue parfois du fait du caractère inédit de certains répertoires d'action ou de la portée symbolique de certaines actions « conformes à la définition sociale de l'événement digne de faire *la une* » (Champagne, 1993). De la même façon que Champagne désigne par l'expression *manifestations de papier* (1990) les convocations du nombre qui, outre les objectifs classiques de ce type d'action, visent aussi à produire une image positive de la mobilisation et des revendications à l'intention des médias, il existe également des contenus spécifiques (communiqués de presse, sites web, blogs, etc.) « pour journalistes », qui participent de « stratégies de captation de l'attention médiatique » (Neveu, 1996, p. 89). La valeur de certains de ces contenus tient donc pour partie au potentiel de rendement médiatique qu'ils constituent. C'est par exemple le cas

de l'information « en ligne » produite lors des forums sociaux mondiaux par les organisations qui y participent (Granjon, 2005). Riche d'analyses argumentées et de panoplies interprétatives qui la plupart du temps sont déployées par des entrepreneurs de mobilisation parmi les plus en vue du mouvement altermondialiste, elle retient l'intérêt des journalistes qui y voient d'utiles compléments à leur propre production et matière à renouveler leurs routines interprétatives.

Il faut cependant noter qu'à moins de créer à proprement parler l'événement en ayant recours à des modes d'action non routinisés, la réussite de l'utilisation stratégique des médias par les mouvements sociaux dépend également de fortes contraintes extérieures sur lesquelles les agents de la lutte sociale n'ont finalement que peu de moyens pour faire levier, en particulier en ce qui concerne la gestion du calendrier de l'actualité. Par ailleurs, les professionnels de l'information sont souvent rétifs à la présentation publique d'un cadre d'interprétation construit par les protagonistes des luttes, auquel ils préfèrent une construction personnelle des faits. Les usages stratégiques des médias dominants par les mouvements sociaux et l'existence de ces « liaisons dangereuses » entretenues entre les agents de la conflictualité sociale et ceux du champ journalistique prennent donc aussi forme sur fond de défiance mutuelle et de *symbioses conflictuelles* (Gitlin, 1980).

LA CRITIQUE DES MEDIAS DOMINANTS

Au sein des mouvements sociaux, la critique des médias est *de facto* une cause entendue et transverse. Ils sont largement considérés comme la courroie de transmission idéologique des intérêts dominants et leurs dysfonctionnements appréhendés comme des effets assez directs de leur concentration économique, de leur financiarisation et de leur dépendance vis-à-vis des lois du marché et du champ politique. Les médias dominants s'éloigneraient ainsi de plus en plus d'un modèle théorique de l'espace public médiatique servant la pluralité et la démocratie. Mais la critique des médias dominants constitue également une cause particulière pour certains groupements qui construisent des mobilisations spécifiques autour des enjeux informationnels. Médias alternatifs, *watchdogs*, associations de démocratisation de l'accès à l'information, collectifs de militants de l'« internet citoyen et solidaire », etc., ambitionnent de mettre en œuvre leurs propres dispositifs de production d'information et/ou de démocratiser les médias en agissant sur leurs messages, leurs pratiques, leurs organisations et le contexte réglementaire qui les régit. Cette contestation multiforme de l'ordre médiatique est par ailleurs prise dans un ensemble de contradictions qui ont trait à la nécessité de structurer cette critique et de construire des stratégies d'action permettant d'intervenir efficacement dans ce domaine. Elles sont également liées aux tensions qui opposent les tenants d'une *critique contre-hégémonique* (Acrimed, Media Watch Global, Fairness and Accuracy in Reporting, Observatorio global de medios, etc.) orientant pour l'essentiel leurs revendications vers un contrôle et une réforme radicale de l'espace public médiatique et les partisans d'une *critique expressiviste* (Indymedia, Samizdat, Telectreet, Paris-luttes.info, etc.) qui considèrent plus important de construire un espace médiatique alternatif à côté des médias dominants (Cardon et Granjon, 2013).

Principalement fondée sur un principe de dénonciation des appareils idéologiques de domination et des contenus produits par les médias dominants, la critique contre-hégémonique des médias défend la nécessité d'armer les citoyens afin qu'ils soient en mesure de répondre aux agressions symboliques et à l'oppression idéologique dont ils seraient les victimes. Dénonçant la « marchandisation de la culture et de l'information », « l'homogénéisation de la pensée », la « normalisation de l'imaginable », « l'empoisonnement des consciences » ou encore le « nouveau colonialisme symbolique », elle prône une « décontamination » des médias et revendique un « droit de savoir des citoyens ». En la matière, la défense de l'information en tant que bien public, la revendication d'un exercice libre, contradictoire et pluraliste de l'expression et la défense d'un droit à la communication sont les fondements à partir desquels est envisagée la reconstruction d'un « autre espace médiatique ». Ce que la critique contre-hégémonique des médias n'envisage en revanche qu'à la marge et que le médiactivisme expressiviste met au cœur de ses actions concerne des rapports sociaux qui fondent le travail de production de l'information. En l'occurrence, il s'agit surtout de mettre en avant la nécessité de refonder une pratique médiatique qui ne soit pas en décalage avec les expériences sociales des producteurs d'information : fonder en acte des pratiques visant notamment à dénaturer la différence entre émetteurs et récepteurs, producteurs et consommateurs. La critique expressiviste pose ainsi la nécessité d'un exercice participatif de construction de l'information selon des modalités autogestionnaires qui tranchent avec les

normes d'une presse envisagée comme agence de propagande. Les médias alternatifs ont alors pour vocation de décroiser les savoirs et les publics et de révéler les antagonismes sociaux à partir d'outils de production dont les référents ne sauraient être ceux des médias dominants (verticalité, objectivité, professionnalisation, massification, etc.), même passés aux mains des forces progressistes.

L'ÉMERGENCE D'UN MILITANTISME PRODUCTEUR ET DIFFUSEUR D'INFORMATION

Critiques contre-hégémonique et expressiviste pratiquent non seulement une critique de l'information, mais aussi une critique des enjeux structurels du système médiatique. La critique et la dénonciation des médias dominants gardiens de l'ordre social s'accompagne également de la mise en œuvre de médias de la critique et de pratiques alternatives de communication dont l'objectif est d'assurer *a minima* le contrôle des structures d'interprétation et des cadres de perception de l'injustice sociale. Les initiatives allant dans ce sens se sont multipliées ces dernières années, révélant l'émergence d'un militantisme informationnel (c'est-à-dire une activité militante centralement orientée vers la production et/ou la diffusion d'information). Ces formes spécifiques de mobilisation se sont largement intéressées aux technologies numériques d'information et de communication (TNIC) les plus récentes et en particulier à l'informatique connectée, qui a permis un renouvellement de la gestion symbolique de la conflictualité sociale en apportant à ceux qui se mobilisent des moyens d'expression inédits (Granjon, 2001). Internet a ouvert de nouveaux processus collectifs d'énonciation. Le « réseau des réseaux » est par exemple devenu un outil essentiel afin d'ouvrir de nouveaux modes de participation à l'action collective, d'élargir le spectre des participants aux dynamiques protestataires, ou encore de faciliter la tenue de mobilisations, parfois de grande ampleur et de haute intensité. Si le mouvement altermondialiste s'est, par exemple, largement appuyé sur le mail, les listes de diffusion, les systèmes de publication ouverts et les blogs, les mouvements les plus récents – constitués de nombreux « *digital natives* » –, se sont, de surcroît, emparés des dispositifs du Web 2.0 (sites de réseaux sociaux, User-Generated Content, etc.), au point que les productions de la conflictualité sociale (par exemple des vidéos de manifestation) se retrouvent, aujourd'hui, davantage sur des plateformes commerciales que sur des dispositifs médiatiques militants.

MOBILISATIONS NUMÉRIQUES

Ces dernières années, Internet a été largement mobilisé, notamment durant des séquences de conflit ouvert. Il a notamment été fait grand cas du rôle qu'ont pu jouer la téléphonie mobile dans les émeutes en Grande-Bretagne et les sites de réseaux sociaux dans la chute des présidents Ben Ali (Tunisie) et Moubarak (Égypte), ou encore dans les mouvements dits « de crise », à l'instar d'Occupy ou des Indignés. Les TNIC supportent, en effet, durant des périodes d'instabilité sociale et politique, la possibilité de nouvelles interactions entre individus engagés et le déploiement de formes de visibilité et d'adresse qui n'étaient pas nécessairement à l'œuvre auparavant. Mais elles font également partie du répertoire des instruments nécessaires à l'entretien des logiques contestataires durant les périodes ordinaires de basse ou moyenne intensités, notamment s'agissant des capacités de mobilisation. Le développement des usages de l'informatique connectée a ainsi conduit au renouvellement des modalités de production, de circulation et d'appropriation des informations et des savoirs militants, et a permis que soit reposée la question de la construction symbolique des antagonismes sociaux. Cette dernière repose présentement sur des formes énonciatives et réceptives plus bigarrées et plus individualisées, qui résonnent davantage avec les logiques de défiance de plus en plus prononcées vis-à-vis des grands collectifs hiérarchisés, des institutions démocratiques et des élites politico-médiatiques, produits des politiques représentatives (Granjon *et al.*, 2017). Davantage qu'une simple infrastructure, le « réseau des réseaux » tend à redéfinir les frontières de l'action collective et la nature des modes de résistance et de contestation. Aussi, Bruce Bimber et ses collègues (2005) avancent qu'Internet ouvre de nouvelles formes de mobilisation dont l'étude permettrait d'éclairer plusieurs aspects fondamentaux de l'action collective qui, jusqu'alors, avaient été peu ou mal théorisés, comme les conditions du free-riding ou les formes d'organisation. À l'évidence, décrire, expliquer, comprendre et juger des modalités concrètes de déploiement de la conflictualité sociale oblige aujourd'hui à prendre en considération la dialectique *sociotechnique* qui nourrit les politiques du conflit à l'ère du numérique.

Renvois :

Analyse des cadres, Opinion publique, Répertoire d'action.

Bibliographie :

BIMBER (Bruce), FLANAGIN (Andrew J.), STOHL (Cynthia), « Reconceptualizing Collective Action in the Contemporary Media Environment », *Communication Theory*, vol. 15, n° 4, 2005, pp 365-388.

CARDON (Dominique) et GRANJON (Fabien), *Médiactivistes*, collection Contester, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2013, 2^{ème} édition augmentée et mise à jour.

CHAMPAGNE (Patrick), « La vision médiatique », dans Pierre Bourdieu (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 61-79.

GAMSON (William A.), *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

GITLIN (Todd), *The Whole World is Watching. Mass Media and the Making and Unmaking of New Left*, Berkeley, University of California Press, 1980.

CARDON (Dominique) et GRANJON (Fabien), *Médiactivistes*, collection Contester, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2013, 2^{ème} édition augmentée et mise à jour.

GRANJON (Fabien), avec la collaboration de Venetia PAPA et Gökçe TUNCEL, *Mobilisations numériques. Politiques du conflit et technologies médiatiques*, Paris, Presses des Mines, 2017.

GRANJON (Fabien), *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes, Apogée, coll. « Médias et nouvelles technologies », 2001.

GRANJON (Fabien), « Attac-info : entre communauté d'action et espace de représentation. Ethnographie d'un média "alter" lors du Forum social mondial 2003 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 79, juillet-septembre 2005, p. 70-76.

NEVEU (Érik), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1996.